



# Information de la FTM-CGT et de l'UD des VOSGES sur la lutte des salariés de T R W.

Le 26 juin 2009 la direction de T.R.W Ramonchamp dans les Vosges annonce un plan de 136 suppressions d'emplois et sème le doute dans l'esprit des salariés sur la pérennité de l'entreprise.

La C.G.T de l'entreprise majoritaire et forte de ses 151 adhérents sur 400 salariés décide dans un premier temps de traiter en interne les actions avec les salariés et les instances représentatives du personnel dans la perspective de la défense des emplois et de l'avenir industriel de l'entreprise :

- Recours à des experts économiques et CHSCT sur les conséquences pour la santé et la vie au travail.
- Démarches juridiques avec la participation d'un avocat afin d'empêcher voire de ralentir les suppressions d'emplois.
- Contact avec la C G T Peugeot Sochaux et IG Métall, syndicat Allemand ou se situe le siège européen du groupe.

La direction étant sûre, dans ce dossier, que le patronat du département poussa même l'audace jusqu'à annoncer cette casse sociale et économique à la commission paritaire territoriale de l'emploi des Vosges avant d'en informer le comité d'entreprise.

Le 17 mars 2010, la direction annonce son intention de passer en force et de ne plus recourir à l'avis du C.E. et du CHSCT dans le cadre du plan qui concerne encore 88 suppressions d'emplois.

**Le 18 mars, la C.G.T. organise une assemblée générale des salariés qui décide de s'engager dans une grève illimitée.**

25 jours de grève et d'actions intenses, de consultations systématiques des salariés sur les revendications et sur les formes d'actions :

- UIMM, préfecture, direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, élus politiques !!!
- 25 jours de grèves avec interdiction au directeur, dans la deuxième partie du conflit de pénétrer sur le site.
- Le 19 mars, les grévistes se déplacent aux portes de Peugeot Sochaux avec une relation étroite avec la C.G.T du constructeur et obtient une discussion avec la direction de P.S.A.
- Le 23 mars, la totalité des grévistes à la manifestation départementale d'Epinal.

- Le 29 avril rencontre avec I.G Métall à Strasbourg, à la suite de laquelle le syndicat d'outre Rhin qui ne veut pas « briser la grève », interdit les heures supplémentaires et le travail du 1<sup>er</sup> mai dans les usines T.R.W. allemandes.

Pendant cette période les grévistes ont fait l'unité autour d'eux : population commerçants, sans parler des structures de la CGT (fédération, UD, USTM, syndicats de la métallurgie).

La direction propose, dans un premier temps une prime supra légale de 12 000 euros plus 700 euros par année d'ancienneté plafonnée à 15 ans

A l'issue de ces différentes actions les salariés avec leur syndicat CGT ont obtenus :

- Diminution du nombre de licenciement : de 136 à 81 prioritairement sur la base du volontariat.
- Pérennité de l'entreprise au minimum à horizon 2014.
- 20000 euros & 1000 euros par année d'ancienneté sans limite de réparation pour les salariés éventuellement licenciés.
- Cellule de reclassement de 12 mois à 15 mois pour les + de 50 ans et engagement sur la possibilité de formations professionnelles y compris de longue durée, congé de reclassement pouvant aller jusqu'à 2 ans dans ce cadre.
- Prime à la création d'entreprise de 20 000 euros. Cette prime est de 12 000 euros après adhésion à la cellule de reclassement au terme d'une formation s'il y a création d'entreprise.
- Paiement de l'intégralité des jours de grève.

### **Un conflit qui donne confiance par :**

- Le rôle de la démocratie du début à la fin en consultant les salariés.
- La relation et l'action faite avec le syndicat CGT PSA SOCHAUX.
- Les liens avec le syndicat I.G. métall et l'Action commune solidaire au-delà des frontières.

A la fin du conflit, il y a eu une conférence de presse commune en Allemagne entre la CGT Ramonchamp et I.G métall.